

## Jeunes réfugiés de l'Afrique subsaharienne et résilience dans un contexte post-crise à Abidjan

**KOUAKOU Amenan Christiane**

Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG)  
Département de Sociologie et d'Anthropologie  
christianekouakou@gmail.com

**DOUMBIA Mohamed**

Université Félix Houphouët Boigny (UFHB)  
Département de Sociologie  
doumess2003@yahoo.fr

**FOKOU Gilbert**

Centre Suisse de Recherches Scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)  
gilbert.fokou@csrs/ci

### Résumé

Les guerres et conflits armés déstabilisent de nombreux pays en Afrique Subsaharienne entraînant des déplacements massifs de populations vers des contrées jugées plus stables. A ce titre, la Côte d'Ivoire a été pendant des décennies cette terre d'asile pour les réfugiés d'origines diverses parmi lesquels se trouvent des adolescents et des jeunes ayant vécu différents traumatismes. Avec les crises militaro-politiques de 2002 et postélectorales de 2010, ces réfugiés, majoritairement d'origine libérienne vont voir leurs conditions de vie déjà précaires se dégrader à Abidjan. Cet article a pour but d'identifier les ressources mobilisées par ces réfugiés pour construire leur résilience.

A travers une approche mixte, ce sont en ce qui concerne le volet qualitatif vingt-huit (28) jeunes, qui ont été interrogés à l'aide d'un guide d'entretien et 13 entretiens qui ont été réalisés avec les chefs de communauté des réfugiés et les acteurs des structures de prise en charge des populations déplacées. Pour ce qui est du volet quantitatif, un questionnaire a été administré à soixante-huit (68) jeunes réfugiés vivant à Abidjan.

Les résultats obtenus montrent que dans un contexte d'adversité, différents facteurs individuels et communautaires sont utilisés dans le processus de construction de la résilience qui ont permis à certains de rebondir et de se projeter dans l'avenir. La résilience est donc un processus multifactoriel issu de l'interaction entre l'individu et son environnement

**Mots clés :** résilience, jeunesse, réfugiés, post-crise électorale, Abidjan

### Abstract

Wars and armed conflicts are destabilising many countries in sub-Saharan Africa, leading to massive population movements towards countries considered more stable. For decades, Côte d'Ivoire has been a land of asylum for refugees of various origins, including adolescents and young people who have experienced various traumas. With the military-political crises of 2002 and the post-electoral crises of 2010, these refugees, mainly of Liberian origin, saw their already precarious living conditions deteriorate in Abidjan. The aim of this article is to identify the resources mobilised by these refugees to build their resilience.

Using a mixed-methods approach, twenty-eight (28) young people were interviewed using an interview guide, and 13 interviews were conducted with refugee community leaders and people working in care structures for displaced populations. For the quantitative component, a questionnaire was administered to sixty-eight (68) young refugees living in Abidjan.

The results show that in a context of adversity, different individual and community factors are used in the process of building resilience, which has enabled some to bounce back and project themselves into the future. Resilience is therefore a multifactorial process resulting from the interaction between the individual and his or her environment.

**Key words:** resilience, youth, refugees, post-election crisis, Abidjan

## Introduction

Des guerres et des conflits armés déstabilisent de nombreuses régions du monde et particulièrement celles du continent africain qui se caractérisent par leur instabilité politique, notamment sa partie subsaharienne embourbée depuis les indépendances dans des crises militaro-politiques faisant des milliers de morts et de déplacés. Ces déplacements se font aussi bien à l'intérieur d'un même pays, d'une région qu'au-delà des frontières des pays touchés par les guerres : on parle alors de réfugiés. Cette population est appelée à se reconstruire dans la société d'accueil à travers la mobilisation de certaines ressources. Ainsi, Gakuba Théogène (2004) aborde la question de savoir le sens de l'école par les jeunes rwandais réfugiés en France et en Suisse, suite au génocide d'avril 1994 au Rwanda. L'analyse des données de l'enquête montre que ces jeunes ont vécu des traumatismes de différents types. Ils présentent des symptômes du stress post-traumatique aggravés par des difficultés d'adaptation à un autre mode de vie et par l'incertitude de leur avenir en exil. Selon lui, chaque jeune dispose, cependant, de ressources personnelles et sociales qui l'aident à résister aux traumatismes de la guerre et à sa situation en exil. Parmi ces ressources, l'école apparaît comme un facteur important de résilience. Delaunay et al. (2016) offre un aperçu de l'enjeu de la migration des jeunes comme facteur de résilience dans une communauté rurale sénégalaise aux prises avec des changements écologiques, économiques et socioculturels. Cette étude propose de considérer ces migrations circulaires et temporaires, non pas en termes de rupture pour le migrant ou pour sa société d'origine, mais, au contraire, comme une manière de s'adapter aux besoins de diversifier les ressources familiales face à l'incapacité de l'agriculture à couvrir les besoins de base. Tchéhi Joël et al (2016) quant à eux ressortent aux termes de leur analyse «de la résilience à la resocialisation des jeunes de Duékoué victimes de la crise postélectorale de 2011 » que les stratégies et les ressources développées par ces jeunes relèvent de la contribution de l'environnement immédiat ou lointain de ceux-ci et de l'aide apportée par les ONG locales et internationales et de l'implication des pouvoirs publics de Duékoué.

La question de la mobilisation des ressources s'applique également aux réfugiés vivant en Côte d'Ivoire. En effet, elle fait partie de ces pays subsahariens qui depuis des décennies accueillent les réfugiés ayant fui l'insécurité et la pauvreté afin de se reconstruire après des situations de stress post-traumatique. Au sein de cette population de réfugiés se trouvent des jeunes et des adolescents accompagnés ou non de leurs parents qui se sont installés dans différentes régions ivoiriennes. Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire avec ses atouts et la présence d'organisations humanitaires est l'une des villes les plus prisées par ces déplacés. En 2010, Ainsi, Abidjan abritait 810 jeunes d'origines diverses (SAARA, 2010). Cependant, en raison du contexte ivoirien marqué lui-même par une situation de crise militaro-politique depuis 2002, l'aide apportée par les structures de prise en charge est

orientée prioritairement vers les déplacés internes car la situation des réfugiés n'est plus jugée urgente (ASAPSU, 2012). La crise post-électorale de 2010 va davantage fragiliser la situation déjà précaire d'une partie de la population ivoirienne, particulièrement, celle des réfugiés libériens qui seront assimilés à des mercenaires de guerre, entraînant des hostilités en leur rencontre. Ce qui occasionnera non seulement un déplacement vers des communes jugées plus sécurisées mais aussi la perte de leur emploi avec ses corollaires. Face à cette nouvelle donne, les concernés doivent se reconstruire, avoir la capacité de surmonter ces traumatismes qui font resurgir un passé douloureux. Ils doivent également franchir les obstacles qui se présentent à eux et saisir des opportunités sociales qui leur permettront de construire leur résilience. Se pose alors la question des facteurs de résilience des jeunes réfugiés africains à Abidjan dans un contexte post-crise, avec des institutions étatiques affaiblies.

Pour répondre à cette préoccupation, nous commencerons notre travail par présenter la méthodologie que nous avons utilisé. Ensuite, nous montrerons le rôle des structures de prise en charge des réfugiés dans leur construction de la résilience. Enfin, nous analyserons les facteurs individuels et sociaux ainsi que les facteurs contextuels de la résilience de ces réfugiés.

## 1. Méthodologie

L'étude qui s'est déroulée à Abidjan a consisté en la collecte des données qualitatives et quantitatives. Le volet qualitatif de l'étude était basé sur les données collectées auprès des acteurs clés du système humanitaire et de la vie des jeunes réfugiés à l'aide des entretiens semi-structurés. Ainsi des entretiens semi-directifs ont-ils été réalisés d'une part avec vingt-huit (28) jeunes réfugiés de l'Afrique Subsaharienne âgés de 18 à 35 ans, qu'ils soient statutaires ou demandeurs d'asile. D'autre part, sept (7) entretiens ont été faits avec les chefs de communauté des réfugiés et six (6) avec différents acteurs des structures de prise en charge et ce, dans le but de saisir les opportunités qu'ont ces jeunes pour s'insérer.

En ce qui concerne le volet quantitatif, nous avons utilisé la technique d'échantillonnage boule de neige. Ainsi, soixante-huit (68) jeunes réfugiés subsahariens âgés de 18 à 35 ans ont-ils pu être interrogés grâce à une enquête par questionnaire. Les données ont été analysées à partir de la méthode systémique et de la théorie du capital social.

L'analyse systémique permet de comprendre les interactions qu'entretient le jeune réfugié avec les autres acteurs et les opportunités qu'offre le système pour lui permettre de s'insérer dans le tissu social. Cette analyse s'est basée sur le rôle actif des réfugiés dans ce système car leur résilience est influencée par les structures de prise en charge, leur insertion étant fonction des ressources propres que le système mobilise. D'où l'intérêt de la théorie du capital social car s'agit-il de l'ensemble des ressources que les réfugiés ont obtenu par la connaissance d'autres individus dans la communauté d'origine comme dans la communauté d'accueil, en faisant partie d'un réseau social avec eux, ou simplement en étant connus d'eux et ayant une bonne réputation. Il permet au réfugié de s'adapter en tant que support familial, soutien moral et de s'insérer à travers les réseaux extra-familiaux.

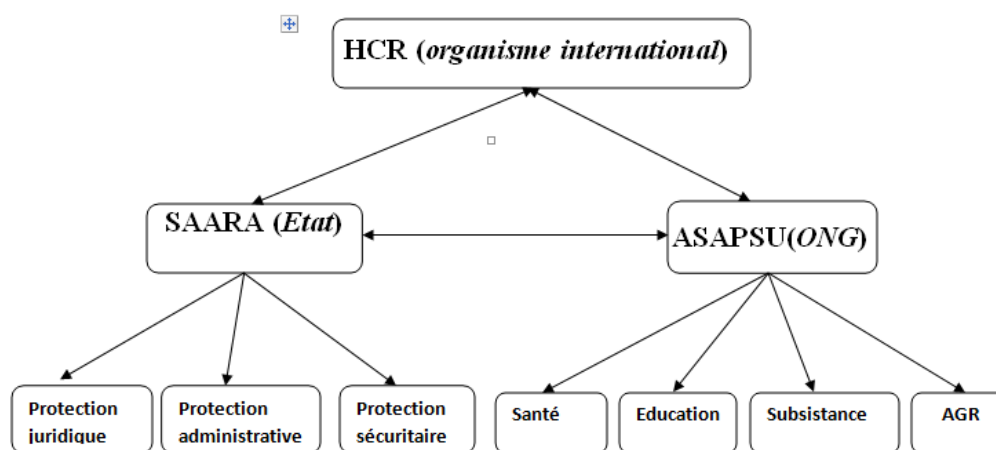
## 2. Résultats et discussion

Dans notre étude, sur 68 jeunes réfugiés interrogés, 52 étaient d'origine libérienne soit 76,5 %, les 16 autres étaient de nationalités diverses (Centrafrique, Congo Brazzaville, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tchad) représentant 23,5% des enquêtés. Ils sont installés dans différentes communes d'Abidjan étant donné qu'il n'y a pas de camp de réfugiés à Abidjan. Cela est dû au fait que le premier président de ce pays a considéré qu'il ne fallait pas mettre les réfugiés en marge de la société ivoirienne afin de faciliter leur

intégration. Ce qui a permis à certains de se reconstruire et de s'insérer dans le tissu social et économique urbain. Mais aujourd'hui leur situation s'est dégradée allant des expériences d'hostilité et de discrimination vécues au changement de lieu d'habitation du fait de la crise. Ils sont par ailleurs confrontés aux difficultés d'accès à une formation professionnelle ou au marché de l'emploi car la législation ivoirienne en la matière les considère comme des étrangers ne facilitant pas leur insertion. Face à cette situation, trois facteurs interviennent au niveau de la construction de la résilience des jeunes réfugiés. Ce sont les facteurs externes ou structures de prise en charge, les facteurs individuels et sociaux ainsi que les facteurs contextuels.

## 2.1 Les facteurs externes ou structures de prise en charge

Les structures de prise en charge des réfugiés urbains ou vivant à Abidjan sont de divers ordres à savoir : le Service d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides ou SAARA est l'entité gouvernementale du Ministère des Affaires Etrangères qui a la charge de statuer sur les cas de demande d'asile et d'établir le statut de réfugié à travers la Commission Nationale d'Eligibilité et la Commission des Recours. C'est un organe qui, comme le dit un responsable est « *le conseiller du gouvernement en ce qui concerne la gestion des réfugiés et apatrides, on lui dit exactement quelles marches suivre, c'est nous qui sommes imprégnés en fait des conventions internationales et donc on dirige un peu le gouvernement dans sa prise de décision* » (S.O). En plus de cette structure, nous avons l'Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine ou ASAPSU en tant qu'ONG et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés ou HCR comme organisme international. Cette dernière en tant que principal bailleur de fonds n'intervient pas sur le terrain mais fait appel aux partenaires de mise en œuvre que sont le SAARA et l'ASAPSU comme l'illustre le diagramme ci dessous(fig1)



**Figure 1 :Structures de prise en charge des réfugiés urbains ou vivant à Abidjan**

Ces structures sur la base des procédures opérationnelles standards travaillent en synergie pour la prise en charge des réfugiés. Ainsi, le SAARA qui est un service du Ministère des Affaires Etrangères statue sur les cas de demande d'asile et établit le statut des réfugiés à travers la Commission Nationale d'Eligibilité et la Commission des Recours. Ce statut permet de bénéficier d'une assistance plus poussée. L'ASAPSU en tant que partenaire de mise en œuvre au même titre que le SAARA apporte de l'assistance aux réfugiés urbains.

La prise en charge et l'insertion des réfugiés se font à partir de procédures opérationnelles standards qu'on appelle SOP (Standard Operating Procedures) définies par le HCR. Les structures spécialisées s'appuient sur ces critères prédéfinis mais adaptés aux réalités du pays pour assister et insérer les réfugiés. Comme l'affirme un responsable de l'ASAPSU :

*« Maintenant c'est ce SOP qui est notre boussole, on s'y appuie pour dire si telle personne ou telle autre mérite ou ne mérite pas. Avec la SOP on a sélectionné 23 personnes, 19 femmes et puis 4 hommes. On les a mis en activité, on les a financés, et puis cette année on fait le suivi ».*

Au niveau des enquêtés, 49 soit 72,1% sont réfugiés statutaires contre 19 soit 27,9% sont demandeurs d'asile. Cette aide se situe pour 34,7% des jeunes réfugiés au niveau de la subsistance, 22,1% au niveau de l'éducation, 0,9% au niveau de la formation professionnelle, 27,7% au niveau de la santé et 14,6% au niveau du financement des Activités Génératrices de Revenu ou AGR dont les montants et les conditions d'acquisition sont jugés insatisfaisants par les réfugiés. Les données qualitatives permettent de faire ressortir le fait que l'assistance apportée constitue pour ces jeunes une aide, une base sur laquelle certains s'appuient pour se construire car elle est insuffisante selon ces derniers. Il faut souligner le fait que depuis la crise, les budgets alloués à la prise en charge des réfugiés sont jugés insuffisants par les structures. Cependant il est important de mentionner que cette dégradation des conditions de vie des réfugiés s'inscrit dans un cadre généralisé de pauvreté que connaît le pays depuis des décennies. Selon le PNUD, le seuil national de pauvreté était de 42,7% en 2011.

## 2.2 Les facteurs individuels et sociaux

Les facteurs individuels jouent un rôle prépondérant dans la construction de la résilience de ces jeunes. En effet, l'accès à l'emploi se fait en fonction des compétences, des qualifications et des expériences dont disposent ces réfugiés. Ceux qui se sont insérés dans le secteur formel, soit 13,23 % jugent leurs salaires satisfaisants et ce, grâce à leur niveau d'instruction ; ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins. Dans notre étude, 51,57% des réfugiés exerçaient dans l'informel grâce à leur niveau d'instruction, à leur savoir-faire acquis dans le pays d'origine et à la densité de leur relation sociale. En effet, certains se prennent en charge grâce aux cours qu'ils dispensent à domicile tandis que d'autres sont soit maçons, commerçants, musicien ou exercent d'autres activités du secteur informel. Certains réfugiés se créent individuellement des relations avec soit, des voisins ou des parents de leurs amis qui les aident à régler au quotidien les problèmes rencontrés. Ainsi, l'adaptation et l'insertion des réfugiés sont fonction de la capacité de chacun à mobiliser les moyens dont il dispose et du soutien familial. Certains jeunes réfugiés ont recours à des distractions pour pouvoir s'évader. C'est aussi pour eux à travers la pratique du sport, un moyen de se créer des contacts, de se faire des amis qui les aident à s'adapter et à s'insérer. Ces résultats rejoignent ceux de (Manciaux, 2001 ; Rousseau, 2010 ; Waller, 2001) pour lesquels les habiletés sociales ainsi que les aptitudes relationnelles sont également des facteurs de protection. En effet, elles impliquent la capacité à communiquer, à entrer en contact aisément avec les gens et à demander et recevoir de l'aide (faire confiance aux gens comme ressources). C'est aussi, selon eux, l'entraide, la réciprocité, la solidarité, l'ouverture aux points de vue différents et la capacité à régler les conflits.

Par ailleurs, l'un des soutiens majeurs de ces jeunes est la famille car c'est elle qui apparaît comme le premier environnement ressource étant donné que c'est d'abord vers sa famille, ses proches, que l'on espère obtenir de l'aide dans une situation difficile. La famille est d'un apport capital dans la mesure où ayant vécu des situations similaires, elle comprend et compatit à la douleur et à la souffrance des jeunes réfugiés. Ces derniers bénéficient aussi



du soutien financier de leur famille afin de se prendre en charge et poursuivre leurs études. Certains par contre ont pu continuer leurs études avec leurs propres moyens. La solidarité familiale leur permet donc de pallier à certaines difficultés rencontrées grâce à la sécurité et au réconfort apporté. Les principaux facteurs de protection familiale regroupent les facteurs relevant des parents, des frères et des sœurs, des conjoints et de la famille élargie. En effet, dans une famille unie, soudée, il y a de la solidarité, du soutien, de la cohésion et de la mobilisation pour aider la personne touchée. De plus, tous les membres d'une même famille ne prennent pas autant de place : certains soutiennent plus que d'autres, selon les situations (Cyrulnik & Jorland, 2012 ; Manciaux, 2001). Aussi, le fait de faire partie d'une communauté a un impact sur leur vécu quotidien, d'où leur organisation en communauté. Chaque communauté a un chef qui à son tour fait partie d'un collectif à la tête duquel un chef est élu. Ce dispositif sert d'intermédiaire entre les différentes structures de prise en charge et les réfugiés. Ceux-ci de par leur organisation aident les réfugiés pour ce qui est des procédures à suivre pour acquérir le statut de réfugié et pour l'apprentissage des normes et des règles en vigueur. La vie en communauté constitue une opportunité à saisir pour se reconstruire et renforcer les liens entre réfugiés, notamment à travers les cérémonies de naissances, de baptêmes, de mariages mais aussi pour le réconfort lors des décès. Certains réfugiés comme les Rwandais ne limitent pas leur vie associative aux associations de réfugiés mais l'étendent à tous les ressortissants du pays même si les réfugiés n'ont en principe aucun lien avec leur ambassade. Il s'agit du Cercle d'Entraide des Rwandais de Côte d'Ivoire (CERCI) qui est composé des Rwandais de tout statut vivant en Côte d'Ivoire qu'ils soient réfugiés ou fonctionnaires internationaux en poste dans le pays. Ces réseaux sociaux constituent une opportunité pour ces jeunes pour mieux s'insérer dans un secteur d'activité. Certains réfugiés rencontrés à Abidjan ont contracté des mariages avec des Ivoiriennes facilitant leur intégration et bénéficiant ainsi de certains privilèges.

### 2.3 Les facteurs contextuels

Ces facteurs font référence au capital social du réfugié dont les relations sociales (42%), les amis (31,1%), la religion (89,1%) aident à accepter la situation, à surmonter les difficultés et à participer aux activités de la société. En effet, les données du terrain ont révélé que ces jeunes s'insèrent à Abidjan grâce à la densité des relations qu'ils arrivent à mobiliser. On observe donc un taux élevé chez les personnes pour qui les relations sociales constituent des facteurs d'insertion socio-professionnelle. Et cela se justifie par le fait que la plupart des jeunes réfugiés qui exercent une activité, ont pu s'insérer grâce à des relations sociales comme le montrent ces deux cas

*« C'est un ami réfugié qui était aux Etats Unis qui m'a recommandé à un américain qui venait en Côte d'Ivoire. Quand il est venu, il m'a appelé et il m'a expliqué ce qu'il voulait que je fasse pour lui. Je suis devenu son assistant ».*

*« J'ai un ami nigérien qui vend de la friperie. Donc je vais l'aider à vendre à Treichville ou bien à Adjamé en fonction de la disponibilité de la marchandise et on se partage le bénéfice ».*

Il ressort de notre étude que les réfugiés participent à un taux élevé (47%) à la vie associative qui renferme les groupes de prières et de chorales. En effet, la plupart de ces jeunes trouvent du réconfort dans ces groupes religieux. C'est pour eux une seconde famille qui leur permet de se rapprocher de Dieu et d'oublier les soucis. Cela se justifie aussi par le fait que c'est une manière pour eux de tisser des liens sociaux avec des membres de la société afin de pouvoir s'insérer dans le tissu social. Les données qualitatives ont fait ressortir que la participation aux activités permet aux réfugiés de s'adapter à leur nouvel environnement. Pour

la plupart des réfugiés d'Abidjan soit 94,11% majoritairement chrétiens, la religion semble alors être une importante source de réconfort. En effet, la religion leur permettrait de garder espoir face aux difficultés rencontrées pendant l'exil. Ainsi, la Parole de Dieu qui leur enseigne le pardon, le courage et la confiance en soi serait un important moyen pour surmonter les événements vécus et se projeter vers l'avenir. Il ressort de manière générale des entretiens que les églises à travers leurs structures ont apporté de l'aide spirituelle et matérielle à jeunes réfugiés. L'aide spirituelle est matérialisée par des écoutes et des conseils qui sont pour l'essentiel basés sur l'espoir, sur le fait que Dieu apparait comme le défenseur de l'émigré, du réfugié. Quant à l'aide matérielle, elle se perçoit à travers les dons de vivres, d'argent pour la subsistance et le loyer. Par ailleurs, elles les ont aidés en leur donnant des vives, de l'argent pour la subsistance et le loyer comme le disent ces réfugiés : « *L'église nous donne de l'argent, des habits, de la nourriture ; ils louent la maison pour nous, pour les parents* » (D. H). En outre, certains réfugiés s'engagent au niveau de la vie de l'église en s'insérant soit dans un groupe de prière ou soit dans une chorale et elle en retour, leur donne des bourses pour des études comme l'affirme ce réfugié : « *C'est l'église qui m'a donné une bourse pour continuer les études parce que là-bas j'étais le directeur de chant, je chantais bien* ».

## Conclusion

En Côte d'Ivoire comme partout dans le monde, la résilience est d'actualité car elle est selon Cyrulnik (1999) « *la capacité d'une personne ou d'un groupe à bien se développer, à continuer à se projeter dans l'avenir- véritable métamorphose- en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères* ». D'autant plus que les guerres et conflits armés ont entraîné des événements traumatisants et laissés des séquelles que les populations qui les ont vécus sont amenées à surmonter par divers moyens. A Abidjan, il ressort que différents facteurs aident les jeunes réfugiés à construire leur résilience. Néanmoins, même si ceux-ci sont tous importants dans le processus, les facteurs contextuels et individuels semblent les plus déterminants. Il ressort de cette étude que les structures religieuses jouent un rôle primordial dans l'adaptation et l'insertion de ces jeunes.

Aussi, note-t-on que la plupart de ces réfugiés ont la volonté de se prendre en charge mais les opportunités qu'offrent les structures de prise en charge sont insuffisantes, ce qui les rend dépendants. La résilience est un processus multifactoriel issu de l'interaction entre l'individu et son environnement, comprenant des variables internes au sujet (structure psychique, personnalité, mécanismes défensifs...) et des variables externes (caractéristiques de l'environnement socioaffectif). Il en résulte des formes de résiliences spécifiques résultant d'un processus dynamique et évolutif qui est propre à chaque sujet.

Pour leur permettre d'être autonome, il importe donc d'adopter une gestion participative dans la prise en charge des réfugiés. Par ailleurs, un effort doit être fait pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, à la santé et au logement des réfugiés. Pour finir, l'autonomisation de ces jeunes à travers le financement des activités génératrices de Revenu doit être favorisé.

## Bibliographie

- ANAUT Marie : 2003, *La résilience surmonter les traumatismes*, Paris, Éditions Nathan Université
- BOLZMAN, C., FIBBI, R. & VIAL, M. : 2003, *Secondas-Secondos. Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Zurich, Séismo
- BOLZMAN Claudio : 1996, *Sociologie de l'exil, une approche dynamique. L'exemple des réfugiés Chiliens en Suisse*, Zurich, éditions Séismo
- BOLZMAN Claudio :1989, « *Apprendre à vivre en exil : les réfugiés Chiliens en Suisse* » in *Revue européenne de migrations internationales*. N°2, Vol. 5, pp. 133-144
- CYRULNIK Boris : 1999, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob.
- CYRULNIK Boris et JORLAND Gérard :2012, *Résilience : Connaissances de base*, ED Odiles Jacob
- DELAUNAY Valérie, EMMANUELLE Engeli, FRANZETTI Régine, GOLAY Guillaume, MOULLET Aurore, et SAUVAIN-DUGERDIL Claudine : 2016, « *La migration temporaire des jeunes au Sénégal. Un facteur de résilience des sociétés rurales sahéliennes ?* », in *Afrique Contemporaine*, La Documentation Française, 2016, Être jeune en Afrique rurale, 259, pp.75-94.
- ECKMANN-SAILLANTM., BOLZMAN, Claudio., &De RHAM, G. :1994, *Jeunes sans qualification. Trajectoires, situations et stratégies*. Genève, IES
- GAKUBA Théogène :2004, *L'école : facteur de résilience des jeunes rwandais réfugiés en France et en Suisse, L'éducation En débats : Analyse comparée*, 2, 67–88.
- HCR (2008). *UNHCR Global Reports 2000-2008*
- LAAROUSSI Vatz Michèle : 2007, « *Les relations intergénérationnelles, vecteurs de transmissions et de résilience aux seins des familles immigrantes et réfugiées au Québec* » in *Enfances, Familles, Générations*. N°6, pp1-15
- MANCIAUX Michel : 2001, *La résilience-un regard qui fait vivre.*, *Etudes*,10(395), 321-330
- MATHIEU Jean Luc :1997, *Migrants et Réfugiés*, Paris, P.U.F édition Que sais-je ?
- MERABET Omar :2006, *Termes de Référence pour une étude sur le profil migratoire de la Côte d'Ivoire* RAPPORT FINAL, MARS 2006
- OMS et HCR :1997, *La santé mentale des réfugiés*,Genève, OMS
- ONU et HCR :1991, *Les réfugiés dans le monde 1993 : l'enjeu de la protection*. Paris, la découverte, 1993
- OBRIST Brigit, PFEIFFER Constanze et HENLEY Robert :2011, *La Résilience sociale multi-strates : une nouvelle approche de recherche pour l'adaptation au changement global*. Bern, NCCR North-South Dialogue 33



---

PNUD :2011, *Rapport sur le développement Humain 2011*

SAARA :2012, *Statistiques 2012*

SALL (M) et al, (2013). Jeunes réfugiés africains en milieu urbain : aspects psychosociaux, identité et résilience. Une recherche comparative entre l’Afrique (Abidjan- Côte d’Ivoire, Dakar-Sénégal) et l’Europe (Genève-la Suisse) (Rapport, 2013)

TCHEHI Zananhi Florian-Joël et TOUKPO Oscar : 2016, *De la résilience à la resocialisation des jeunes de duékoué, « victimes » de la crise postélectorale de 2011 en contexte post conflit*, Abidjan, EDUCI

TIBERGHIEIN Frédéric (1988). La protection des refugies en France Paris, Economica, 2<sup>ème</sup> édition, 1988

UNHCR (2002). Protéger les réfugiés : Questions et Réponses. UNHCR, Avril 2002